

N^o 452

Réclamations

Des Ouvriers chenuisiens mariés,
de la Ville de Marseille, pour
être insérée dans le Cahier des
Doléances de cette Ville

1789



L R.8 N° 3426

Rare

DC

141

.F74

no. 698

19 mai 1789.

(1)

RÉCLAMATIONS

*Des Ouvriers Menuisiers mariés ;
de la Ville de Marseille , pour
être insérées dans le Cahier des
Doléances de cette Ville.*

AUTORISÉS par notre bon Roi, comme tous ses sujets, à lui faire connoître nos desirs, pour la prospérité du Royaume, & pour notre bonheur, nous nous unissons à nos Concitoyens, dans le témoignage de leur zèle & de leur dévouement pour la personne sacrée de Sa Majesté, & dans ceux de leur vive reconnaissance, envers le digne Ministre qui nous a été redonné.

Puisse le tableau fidèle que vient de nous tracer notre grand Monarque ! puisse l'image du bonheur qu'il nous prépare, mettre fin à nos misères ! c'est dans ce grand jour que nous devons nous montrer, & témoigner parmi nous d'un cœur

A

magnanime , la juste reconnoissance qui lui est due.

Veuille Sa Majesté nous accorder de voir abolir tous Compagnonages , qui ne servent qu'à des révoltes fréquentes , & même à attenter à la vie du premier inconnu.

La plupart des meilleures boutiques n'étant occupées que par eux , & même soutenus de différens maîtres ; nous domiciliés , chargés de famille , & payant des forts droits , sommes contraints dans la morte saison , à rester des quatre à cinq mois sans ouvrage , & à payer les vivres bien cher.

Puisqu'il n'y a point de différence entre le domicilié , & le passant , Sa Majesté voudra bien octroyer la demande que les moindres de ses Sujets osent lui adresser.

1°. Pleine liberté à toute personne mariée , domiciliée dans la Ville , de travailler sans sujétion à la maîtrise.

2°. A l'abri de toute poursuite , tant par faisie que par autres autorités , que les maîtres pourroient exercer à notre égard.

3°. Que notre Corps soit indépendant du leur , attendu que nous consentons à

payer à Sa Majesté un tribut qu'elle-même percevra.

4°. La maîtrise a été très-bien instituée, nous y consentons ; mais encore faut-il que par faute de moyens, & possédant la même science, nous restions dans l'inaction ; la journée d'un simple Ouvrier n'est pas suffisante pour fournir au nécessaire d'une famille, & à payer un loyer au-delà de ses forces, vu que les Propriétaires surlouant leurs maisons, ce dernier se trouve logé gratis, & renchérit les appartemens à un prix exorbitant.

Prions aussi Sa Majesté de vouloir nous permettre d'avoir part aux achats & partages des bois & marchandises nécessaires à notre état, qui parviendront, tant par mer que par terre.

D'avoir option sur l'estimation des ouvrages qui nous concerneront, sans avoir recours aux Maîtres jurés de leur Corps,

Par ce moyen, Sa Majesté saura, qu'un grand nombre de ses Sujets sera soulagé d'un fardeau, qui depuis si longtemps les opprime, & ils feront connoître que la science n'est pas toute renfermée dans la maîtrise, & qu'elle ne se trouve point avec de l'or.

Voilà, mes chers Compatriotes, le moment le plus désiré de tous, hâtons-nous à nous montrer tous dévoués pour la Patrie, en ne cessant de prier le Seigneur pour la conservation des précieux jours de notre bon Roi, & de son juste Ministre.

Réclamons la juste équité de nos dignes Magistrats, témoignons-leur notre vive reconnoissance, en formant les mêmes vœux pour leurs personnes.

Fait & arrêté, dans l'Assemblée générale des Ouvriers Menuisiers mariés de la ville de Marseille, ce 29 Mars 1789; & Signés, Grassal, Fabre, Bonfils, Baume, Darracq.